

Ces « tempêtes » ont été suivies par un virage à 180 degrés de la politique du gouvernement de Lionel Jospin au sujet de la mondialisation et des OGM.



A partir de l'année 2000, la politique du gouvernement Jospin a changé, et une fracture avec l'opinion publique s'est développée.

La vérité est peut-être que le pays ayant été mis à genou par ces deux « tempêtes », la France a été vaincue et n'a pas eu d'autre solution qu'une discrète capitulation, à l'insu de la population qu'il était préférable de ne pas informer.

Avant les « tempêtes »:

■ Lionel Jospin réaffirme à plusieurs reprises la primauté du politique sur l'économique

■ La France parvient à influencer de manière décisive la position des autres pays de l'Union Européenne sur le dossier des OGM, contribuant à l'échec des négociations de l'OMC à Seattle.

■ Et surtout, en 1998, la France se retire des négociations de l'[AMI](#) (Accord Multilatéral sur l'Investissement), provoquant l'échec de ce projet-clé du processus de mondialisation.

Après les « tempêtes »:

■ Lionel Jospin déclare que ce n'est pas le rôle de l'état d'intervenir dans les affaires économiques privées, même en cas de licenciements massifs provoqués par les délocalisations d'entreprises.

■ Le gouvernement autorise les cultures d'OGM dans le cadre de la « recherche scientifique ». On a appris récemment que les cultures d'OGM sont aujourd'hui présentes dans plus de la moitié des départements français.

■ Le gouvernement émet un avis favorable sur le clonage humain « à des fins thérapeutiques ». Une décision du Conseil d'Etat en Juin 2001 a finalement annulé cette autorisation.

■ Les négociations de l'[AMI](#) n'ont pas repris, mais le gouvernement Jospin a accepté la modification de l'article 133 du traité d'Amsterdam, en vue de permettre à la Commission Européenne de négocier à la place des états les futurs accords multilatéraux de type AMI. Une reformulation de l'AMI

est d'ailleurs en cours d'élaboration depuis 2 ans sous le nom de NTM. Si la modification de l'article 133 est adoptée, les états européens n'auront plus aucun moyen de s'opposer à de futurs accords de type AMI ou NTM.

■ A l'insu des médias et du public, le gouvernement Jospin préparait depuis début 2000 la privatisation d'EDF (la compagnie nationale d'électricité), afin d'offrir au secteur privé le marché de l'électricité. Les médias n'ont commencé à parler du projet qu'en Février 2002, pour préparer l'opinion, et sans dévoiler l'objectif final, en parlant seulement d'une privatisation partielle.

■ En saisissant le prétexte des attentats du 11 Septembre 2001, et à l'unisson avec les Etats-Unis, le gouvernement Jospin s'est empressé d'adopter des mesures sécuritaires contraires aux droits de l'homme et à la Constitution. Le gouvernement a également légalisé le gigantesque fichier policier « STIC » sur les citoyens, un fichier qui existait depuis 5 ans en toute illégalité.

■ A l'occasion de sa candidature aux élections présidentielles, Lionel Jospin a été très clair sur sa conversion à la mondialisation libérale: « *Je suis socialiste d'inspiration, mais le projet que je propose au pays n'est pas un projet socialiste. Il est une synthèse de ce qui est nécessaire aujourd'hui, c'est-à-dire la modernité. Il faut épouser son temps* ».

La meilleure réponse à Jospin était alors venue de Jean-Pierre Chevènement: « *Je ne regarde pas vers une sorte de résignation à la mondialisation libérale sous prétexte que ce serait moderne.* »

Source : <https://archivesmillenairesmondiales.wordpress.com/2013/05/24/tempetes-de-decembre-1999-en-france-ouragans-ou-arme-climatique/>